

18 janvier 2023

Madame Chantal Jouanno
Présidente de la CNDP
244 boulevard Saint-Germain
75007 Paris

Objet : Regard de l'équipe du débat, à mi-parcours du débat public Penly

Madame la Présidente,

Nous nous étions déjà inquiétés, par courrier du 15 novembre 2022, du traitement particulièrement favorable aux scénarios de tendance anti-nucléaire proposé par la CPDP Penly, ceux-ci étant surreprésentés et d'autres scénarios ayant été délibérément écartés, dont ceux des Académies des Sciences et des Technologies. Le rapport de mi-étape de la commission particulière ne fait que conforter cette impression.

Nous relevons tout d'abord votre choix de privilégier les controverses qui conduit à exacerber les oppositions, rendant ainsi toute interprétation ou analyse non significative, ce qui était prévisible. Le rapport le dit lui-même en constatant que « *presque à mi-parcours, nous constatons sans grand étonnement que les positions du gouvernement, aussi bien que celle des parties prenantes organisées, pro ou anti nucléaires, sont toujours aussi fermes* ».

Nous nous inquiétons par ailleurs des conclusions préliminaires privilégiées par ce rapport :

Il affirme, qu'on ne doit pas « *masquer la nécessité de mesures de politiques publiques exigeantes en matière de sobriété, à défaut de laquelle tous les scénarios débattus seraient aussi inopérants les uns que les autres* ». Nous estimons que c'est un a priori qui ignore la capacité puissante d'une électricité décarbonée à se substituer à des usages carbonés et que la sobriété ne peut être qu'un objectif difficile et à long terme comme le montre la quasi-stabilité de notre consommation d'énergie finale de 2015 à 2019, avant les années COVID, malgré des dépenses considérables. Ce bilan n'a pas été présenté.

Il souligne « *la comparaison, parfois sévère, entre les annonces de 2005 et les faits constatés en 2022. Cela devrait inciter tout le monde à la prudence sur les annonces faites aujourd'hui pour 2035 ou 2040* », sans rappeler, comme de nombreux intervenants dans les débats, l'irresponsabilité d'une politique menée depuis plus de 15 ans, qui a conduit à la fragilisation de notre approvisionnement en électricité, que tous constatent aujourd'hui.

Il s'inquiète, à juste titre que « *dans le scénario de nouveau nucléaire proposé par EDF, comme dans l'option alternative d'un scénario 100% renouvelable en 2050, la confiance demandée à toute la population nécessite des garanties reposant sur des justifications argumentées, et pas seulement des promesses volontaristes* ». Ne faut-il pas rappeler que notre nucléaire national a montré son efficacité depuis 40 ans en évitant en France l'émission d'environ 20 années d'émissions nationales de CO2 dans l'atmosphère.

Il propose d'alourdir encore les procédures, alors même que le gouvernement s'attache à les réduire en faveur du climat, en proposant « *la possibilité pour le public de participer réellement à la préparation des décisions suppose qu'il ait accès aux données disponibles concernant l'environnement, sans attendre que l'étude d'impact requise par la réglementation à un stade plus tardif soit déjà disponible dans sa forme achevée* ».

Il indique avoir reçu lors des débats une « *demande insistante de vérification des faits ("fact checking", en langage courant...)* » : Cette remarque est confortée par la publication sur le site du débat de messages d'une violence extrême, de contre-vérités.

Il rappelle « *la demande de traiter spécifiquement les questions relatives à la gestion du combustible et au traitement des déchets radioactifs nous a été présentée, et nous l'avons estimée justifiée : une séquence a été ajoutée à cet effet au calendrier initial du débat* ». Les débats antérieurs ont pourtant été nombreux (loi Bataille, PNGMDR et projet CIGEO).

Nous nous inquiétons dans ce rapport d'un manque de prise en compte de contributions argumentées présentées par les instances, associations ou personnes soucieuses du changement climatique, qui soulignent l'efficacité d'un nucléaire décarboné, pilotable et durable, soit dans des cahiers d'acteurs, soit dans des contributions individuelles.

Rien non plus sur les difficultés présentées par les scénarios sans nucléaire, besoins de stockages et de flexibilités, aspect aléatoire des productions et obligations. Elles ont été clairement identifiées par le président de RTE : « *quatre ensembles de conditions techniques strictes, qui devront être remplies pour permettre, avec une sécurité d'approvisionnement assurée, l'intégration d'une proportion très élevée d'énergies renouvelables variables dans un système électrique de grande échelle, comme celui de la France* ».

Il nous reste à espérer une présentation plus équilibrée dans le rapport final d'un débat qui a clairement débordé de son objectif initial, la construction de deux tranches supplémentaires à PENLY, en préalable à l'engagement de quatre tranches de plus.

Je vous prie d'agréer Madame la Présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

Bernard Accoyer

Président PNC-France

